

GardAuFeu

SECTEURS ALES, LE VIGAN

RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROJET

Version DIFFUSABLE du 05/12/2011



**Modéliser ensemble pour apprendre à gérer ensemble
le risque incendie dans les Cévennes Gardoises**

Interlocuteurs : Jean-Emmanuel Rougier, Mathieu Dionnet, Elsa Leteurtre

Email: jean-emmanuel.rougier@lisode.com ; mathieu.dionnet@lisode.com ; elsa.leteurtre@lisode.com

Le projet GardAuFeu intervient dans le cadre du programme européen PYROSUDEO d'amélioration des politiques de gestion du risque incendie. Ce programme est piloté par le Conseil Général du Gard ; et le projet GardAuFeu est l'une des démarches pilotes que celui-ci a engagé sur son propre territoire, dans les Cévennes Alésiennes et Viganaises, en contribution à la réflexion collective sur le thème du développement de nouveaux outils de sensibilisation au risque incendie. L'objectif du projet était donc de créer un nouveau format d'atelier, adressé aux élus, et rompant avec le schéma classique de réunion d'information. Le parti pris du Conseil Général du Gard fut d'articuler cet atelier autour d'un outil innovant : le jeu de rôles. Le choix de cet outil donne suite à une démarche voisine de sensibilisation au risque incendie en reprenant la méthodologie de modélisation d'accompagnement développée pour l'agglomération de Nîmes Métropole par l'INRA, lors du projet NimetPasLeFeu.

Débuté en 2009, le projet GardAuFeu a impliqué à ce jour 31 communes et 7 structures intercommunales en 2 ans et demi. Au moment de la clôture du travail de Lisode sur ce projet, ce rapport permet de dresser un bilan s'appuyant sur les interviews téléphoniques de 26 des 41 élus ayant participé à la démarche. Ce rapport s'organise en trois volets : 1) l'évaluation de la perception du projet par les élus impliqués, 2) le recueil de données complémentaires pour la suite du projet, et 3) l'identification des opportunités de poursuite du projet.

De façon générale, si l'utilisation d'un jeu de rôles comme support de dialogue a surpris les élus, la majorité des interviewés ont salué les opportunités de rencontre et la qualité des échanges que ce format d'ateliers a permis. L'un d'entre eux évoque notamment l'originalité de cet espace de dialogue créé comme « la plus-value innovante » du projet.

La majorité des élus déclarent se sentir concernés par la thématique du risque incendie et l'enquête montre qu'ils attendent des institutions (Etat, Conseil Régional, Conseil Général...) des propositions fortes d'actions « concrètes, applicables et raisonnables financièrement ». Partant du constat partagé que la mise en œuvre des normes DFCI au seul titre de la politique communale DFCI sur le terrain est limitée par des contraintes financières, le projet GardAuFeu a fait émerger dans la conscience collective le fait que les enjeux de la DFCI s'intègrent également dans l'ensemble des grandes politiques d'aménagement du territoire. Notamment, il ressort que la DFCI a un impact fort sur l'urbanisme (la rédaction des PLU) et sur l'agriculture. Abordé sous cet angle, de nombreuses idées de projets DFCI nouveaux ont été évoqués tel que le développement de l'élevage, du maraichage, des coupes de bois, de campings... Conscients que le Conseil Général du Gard ne pourra agir seul pour la mise en œuvre de ces projets, plusieurs interviewés ont apprécié le rôle qu'il a porté dans ce projet de « fédérateur de la réflexion collective » entre les acteurs et les échelles - technique, administrative et juridique – pour l'amélioration de la gestion DFCI locale.

L'adoption de ce rôle de « fédérateur » est le point fort qui ressort de ces 2 ans et demi de projet. Nous pensons qu'il serait pertinent de développer et de valoriser cette posture dans la communication interne et externe du Conseil Général du Gard. Le projet GardAuFeu et ses conclusions pourraient servir d'amorce à cette valorisation.

Finalement, si le travail de Lisode sur ce projet se termine, une nouvelle série d'ateliers vont être animés par les agents du pôle DFCI du Conseil Général du Gard. Afin de répondre à la demande des participants de disposer d'informations complémentaires sur la mise en application des projets évoqués dans le jeu (élevage, maraichage, coupes de bois, campings...); cette série d'interviews nous a également permis de dresser un inventaire des projets existants, et d'obtenir les coordonnées des personnes concernés. Cette base de données va servir à créer un guide de témoignages pour l'aide à la mise en application de ces projets.

En outre, ce projet nous a permis d'identifier des pistes stratégiques qui pourraient lui faire suite, et pour améliorer la DFCI dans les Cévennes Gardoises.

CONTEXTE	4
LE CADRE INSTITUTIONNEL DU PROJET	4
OBJECTIF DU PROJET	4
UNE METHODOLOGIE INNOVANTE : LA MODELISATION D'ACCOMPAGNEMENT	4
ORGANISATION DU PROJET	5
OBJECTIFS DE L'EVALUATION	6
METHODOLOGIE D'EVALUATION	7
PROTOCOLE D'ENQUETE	7
ETENDU DU PROJET ET DE L'EVALUATION	7
RESULTATS DETAILLES DE L'EVALUATION	9
DISCUSSION	17
ANALYSE DES RESULTATS D'ENQUETES	17
CONCLUSION	19
ANNEXES	21
ANNEXE 1 : LISTE DES ATELIERS ET DES PARTICIPANTS DU PROJET GARDAUFEU	21
ANNEXE 2 : LISTE DES DOCUMENTS VALORISABLES RELATIFS AU PROJET GARDAUFEU	25
ANNEXE 3 : DETAILS METHODOLOGIQUE DE LA CREATION DE L'OUTIL DE SENSIBILISATION TYPE JEU DE ROLES	26
ANNEXE 4 : DETAILS DU DEROULEMENT D'UN ATELIER TYPE DE SENSIBILISATION	27
ANNEXE 5 : QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DU PROJET GARDAUFEU	29

CONTEXTE

LE CADRE INSTITUTIONNEL DU PROJET

Le projet GardAuFeu a vu le jour en 2009 dans le cadre du lancement du programme européen PYROSUDOE¹ qui a relié plusieurs territoires français, espagnols et portugais autour d'un projet commun d'amélioration des politiques de gestion du risque incendie. Piloté par le Conseil Général du Gard, ce programme se clôture en décembre 2011. La phase de production de produits autour du projet GardAuFeu se clôture en même temps ; la phase d'animation se poursuivra en 2012.

Au sein de ce programme, quatre thématiques de travail ont été engagées : la culture du risque incendie ; la cartographie des zones d'interfaces forêt/habitat ; la gestion de ces zones d'interfaces ; et la méthodologie à développer pour travailler sur le retour d'expérience après incendie. Pour chacune de ces thématiques, les territoires concernés avaient à charge de développer localement des actions pilotes et de mutualiser avec le collectif leurs retours d'expériences.

Le projet GardAuFeu correspond au projet pilote lancé par le Conseil Général du Gard sur la thématique de la culture du risque incendie. Le Conseil Général du Gard s'est adjoint les compétences du bureau d'études Lisode pour le mener à bien.

OBJECTIF DU PROJET

Face au constat des difficultés de terrain à faire appliquer les mises aux normes réglementaires en termes de DFCl, il a été identifié par le groupement de partenaires du programme PYROSUDOE qu'une des façons d'aborder ces difficultés était de travailler sur la culture du risque incendie en développant des outils de sensibilisation à destination des partenaires locaux (aussi bien institutionnels, que professionnels ou citoyens).

Dans le cas du projet GardAuFeu, il a été décidé d'orienter cette sensibilisation vers les collectivités locales et politiques concernées (mairies, communautés de communes,...) et de proposer un processus complémentaire des actions de sensibilisations existantes. Il s'agissait de proposer un autre format d'interaction entre les acteurs pour ouvrir un espace de débat nouveau devant servir à faire émerger des solutions innovantes et mieux adaptées.

Le souhait du Conseil Général du Gard était donc de créer un nouveau format d'atelier de sensibilisation adressé aux élus. Cet atelier devait favoriser une expression libre, être itinérant et être facilement animé par les agents du Conseil Général du Gard (à termes, sans prestataire extérieur).

UNE METHODOLOGIE INNOVANTE : LA MODELISATION D'ACCOMPAGNEMENT

Le choix méthodologique s'est porté sur la reprise de la démarche de modélisation d'accompagnement (ComMod)² mis en œuvre par l'agglomération de Nîmes Métropole pour la prévention des incendies (cf. projet

¹ La description du projet PYROSUDOE est disponible au lien suivant: <http://www.gard.fr/fr/nos-actions/prevention-des-risques/prevention-contre-les-incendies/le-partenariat-europeen-pyrosudoe.html>

² La démarche de modélisation d'accompagnement (ComMod) a initialement été développée par un collectif de chercheurs s'intéressant à la gestion collective de l'environnement dans une optique opérationnelle. Ce collectif est aujourd'hui organisé en association – l'association ComMod – et il s'ouvre aux acteurs professionnels, notamment dans le champ de l'aménagement territorial.
Site web : www.commod.org

NimetPasLeFeu³). En effet, cette démarche a semblé adaptée puisqu'elle permet de mutualiser les connaissances d'un groupe autour d'un outil de sensibilisation que le groupe crée lui-même. Cet outil prend la forme d'un jeu de rôles assisté par ordinateur. Ce format d'outil favorise une implication active des participants et crée une atmosphère ludique qui facilite les échanges. L'assistance par ordinateur permet de représenter la dynamique d'évolution des incendies. Par leurs actions, les joueurs influencent cette dynamique, ce qui leur permet de prendre conscience de l'impact de leurs comportements. L'enchaînement des tours de jeu permet au groupe de se projeter dans l'avenir et donc d'engager une réflexion de planification de projets. De plus, c'est un outil flexible et facilement transportable : une fois créé, il peut donc être réutilisé comme support à une série d'ateliers indépendants.

La construction de l'outil lui-même constitue une étape riche d'échanges et afin de le concevoir avec pertinence, le projet GardAuFeu a réuni : le Conseil Général du Gard, des élus du territoire, des institutionnels concernés (DDTM, SDIS, ONF, Chambre d'agriculture du Gard, Pays des Cévennes, Parc Naturel des Cévennes, CRPF), et des associations locales (Gites de France, Louveterie)... La liste complète des participants au projet est disponible en annexe 1.

Pour en savoir plus, la liste des documents valorisables relatifs au projet GardAuFeu est présentée en annexe 2. Le détail de la méthodologie de création du jeu est présenté annexe 3 ; et la fiche descriptive du déroulement d'un atelier type est présentée annexe 4.

ORGANISATION DU PROJET

Le relais à partir du projet mis en œuvre par l'agglomération de Nîmes Métropole et le transfert de compétences nécessaire au déploiement de la méthode ComMod ont été facilité grâce à l'appui de Michel Etienne, membre de l'association ComMod et chercheur (INRA) référent sur le projet Nîmois.

La démarche globale s'est déroulée sur deux secteurs, celui d'Alès et celui du Vigan, et en 7 temps :

Sur le secteur d'Alès (24 communes et 4 structures intercommunales impliquées à l'heure actuelle):

1. Co-construction d'un jeu de rôles basé sur un simulateur informatique représentant la gestion locale de la DFCI et nommé «GardAuFeu – Alès». Transfert du projet NimetParLeFeu de Michel Etienne vers Lisode. Etape déroulée en 4 ateliers de co-construction réunissant à chaque fois les mêmes acteurs (élus, institutionnels et associations locales).
2. Poursuite de la discussion territoriale à travers la co-animation par Lisode et le Conseil Général du Gard, d'ateliers itinérants de sensibilisation au risque incendie : adressés aux élus et basés sur le jeu « GardAuFeu – Alès ». Transfert des compétences d'animation de Lisode vers le Conseil Général du Gard.
3. Poursuite de la discussion territoriale à travers 2 ateliers de sensibilisation supplémentaires animés par le Conseil Général du Gard seul.

Sur le secteur Le Vigan (7 communes et 3 structures intercommunales impliquées à l'heure actuelle):

4. Co-adaptation du jeu de rôles « GardAuFeu – Alès » au nouveau secteur géographique des Cévennes Viganaises : création un nouveau jeu nommé « GardAuFeu – Le Vigan ». Etape déroulée en 3 ateliers de co-construction réunissant à chaque fois les mêmes acteurs (élus, institutionnels et associations locales).

³ La description du projet évoqué est disponible au lien suivant : <http://cormas.cirad.fr/ComMod/fr/caseStudies/Nimes/index.htm>

5. Poursuite de la discussion territoriale à travers l'animation par le Conseil Général du Gard seul, d'ateliers itinérants de sensibilisation au risque incendie : adressés aux élus et basés sur le jeu « GardAuFeu – Le Vigan ».

Sur l'ensemble du projet (31 communes et 7 structures intercommunales impliquées):

6. Evaluation globale du projet par enquêtes téléphoniques auprès de tous les élus impliqués.
7. Réalisation d'un guide illustrant la façon dont les projets évoqués dans les deux jeux ont pu être mis en œuvre par des élus de la région.

La rédaction de ce rapport d'évaluation (étape 6 de la démarche) intervient 2 ans et demi après le début du projet, c'est-à-dire à la clôture du travail de Lisode. Le Conseil Général du Gard poursuivra seul l'animation des ateliers futurs grâce au transfert de compétences effectué lors du projet.

OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

Les objectifs de l'évaluation peuvent être regroupés sous trois volets :

- Volet 1 : Evaluation de la perception du projet par les élus et de leur environnement de travail
- Volet 2 : Recueil de données pour la suite du projet. Cette évaluation avait pour but de recenser les projets de développement territorial existant sur le secteur qui soient en lien avec la DFCI (élevage, maraichage, coupe de bois, camping...). Ces données permettront de réaliser un guide illustrant la façon dont les projets évoqués dans le jeu ont pu être mis en œuvre par des élus de la région. Ce guide sera distribué aux participants du projet GardAuFeu en réponse à leur demande d'informations sur la mise en application de ces projets.
- Volet 3 : Recueil des souhaits des élus pour la suite du projet.

METHODOLOGIE D'EVALUATION

PROTOCOLE D'ENQUETE

Il a été choisi de procéder par enquêtes téléphoniques en essayant de joindre l'ensemble des élus ayant été invités à participer au projet depuis son lancement. La liste des ateliers organisés et des élus invités à y participer est présentée en annexe 4. Le questionnaire d'enquête utilisé est présenté en annexe 5.

ETENDU DU PROJET ET DE L'EVALUATION

ETENDU DU PROJET SUR LE SECTEUR D'ALES

Communes	Nombre de personnes présentes aux ateliers	Nombre de personnes enquêtées
Bonneveaux	1	1
Génolhac	1	1
Sénéchas	2	2
Le Chambon	2	2
Gagnières	1	1
La Grand Combe	1	1
Les Mages	2	0 (pas de réponse)
Laval-Pradel	1	1
Cendras	1	0 (pas de réponse)
Bessèges	2	1
Ponteil et Bresis	1	1
Portes	1	0 (décédé)
Bordezac	1	0 (pas de réponse)
St Florent sur Auzonnet	1	1
Robiac Rochessadoule	1	1
Chamborigaud	1	1
St Julien les rosiers	1	1
Branoux les taillades	1	1
Martinet	1	0 (hospitalisé)
Salles du gardon	0	1
Rousson	0	0 (en congé)
Peyremale	1	1
Vernarede	2	2
Concoules	1	0 (pas de réponse)
Total structures	22 communes touchées (sur 24 invitées)	18 communes enquêtées
Total personnes	29 personnes touchées	20 personnes enquêtées

Structure intercommunale	Nombre de personnes présentes aux ateliers	Nombre de personnes enquêtées
Conseiller Général du canton de Bessèges	1	1
Conseiller Général du canton de Génolhac	1	1
Communauté de Communes « vivre en Cévennes »	1	0 (pas de réponse)
Communauté de Communes des « Hautes Cévennes »	1	0 (pas de réponse)
Total structures	4 structures touchées	2 structures enquêtées
Total personnes	4 personnes touchées	2 personnes enquêtées

ETENDU DU PROJET SUR LE SECTEUR DU VIGAN

Communes	Nombre de personnes présentes aux ateliers	Nombre de personnes enquêtées
Les Plantiers	1	1
Le Vigan	2	0 (en congé)
Saint-Bresson	1	1
Saint-Laurent-Le-Minier	1	1
Corconne	0	0 (pas de réponse)
Valleraugue	0	0 (pas de réponse)
Total structures	5 communes touchées (sur 7 invitées)	4 communes enquêtées
Total personnes	6 personnes touchées	4 personnes enquêtées

Structure intercommunale	Nombre de personnes présentes aux ateliers	Nombre de personnes enquêtées
Conseiller Général du canton de Sumène	1	0 (en congé)
Conseiller Général du canton de Saint André de Valborgne	1	1
Communauté de Communes et SIVOM « Vallée Borgne »	0	1
Total structures	2 structures touchées (sur 3 invitées)	2 structures enquêtées
Total personnes	2 personnes touchées	2 personnes enquêtées

RESULTATS DETAILLES DE L'EVALUATION

Les résultats présentés ci-dessous reprennent la structure de la grille d'enquête présentée en annexe 5. Toutes les réponses notifiées dans les tableaux de cette section sont directement issues des entretiens téléphoniques et donc ne font l'objet d'aucun jugement de valeur ou interprétation de Lisode. Les tournures de phrases spécifiques des interviewés ont été conservées autant que possible et sont indiquées entre crochets.

CONCERNANT LE CONTEXTE DE TRAVAIL DE L'INTERVIEWE

1. Quels sont les grandes difficultés de l'exercice de votre métier ?	Occurrence
La gestion humaine (« concilier intérêts privés et collectifs des administrés », « gérer les différentes visions du territoire », « faire respecter une autorité non reconnue », « gérer le peu de reconnaissance des administrés »)	9
Le manque de financements	6
La « lourdeur administrative »	3
Le manque de temps	3
« Le manque d'écoute des services de l'état »	2
La « lourdeur réglementaire »	1
Le manque d'informations	1
« Le flou sur les responsabilités de chacun »	1
Aucune	2
Pas de réponse	3

CONCERNANT LA GESTION DE LA DFCI

2. La DFCI est-elle une préoccupation importante (prioritaire) pour la gestion de votre commune ?	Occurrence
Prioritaire	12
Importante	10
Ordinaire	3
Pas de réponse	1

Remarque : la répartition des réponses était similaire pour les deux secteurs Alès et Le Vigan.

3. Dans votre activité, quelles actions menez-vous qui soient en lien direct avec la DFCI ou qui aient un impact fort sur la DFCI ?	Occurrence
Suivre la gestion de la DFCI via leur structure intercommunale	13
Diffuser de l'information aux administrés	10
Entretien des tronçons DFCI	5
Prendre en compte de la DFCI dans la politique globale du PLU	4
Créer de nouveaux aménagements DFCI	1
Rechercher activement des financements	1
Pas de réponse	2

Le tableau de la page suivante reprend les commentaires qui ont été dégagés des entretiens suite à cette question, sur les freins et les solutions envisageables à l'amélioration de la gestion DFCI.

Tableau de synthèse 1: Freins et solutions liés à la gestion de la DFCI

Les freins liés à la gestion de la DFCI	Occurrence	Les solutions envisagées	Contacts évoquant cette solution (l'interlocuteur principal est souligné)
Un manque de moyens (financiers, techniques et humains)	7	<ul style="list-style-type: none"> Faire appel à la main d'œuvre de chantiers d'insertion Informers les propriétaires privés sur la possibilité de recourir aux CESU pour leurs travaux de débroussaillage (Chèque Emploi Service Universel) 	<p>St Julien les rosiers</p> <p>Le Chambon</p>
Un manque de sensibilisation des administrés	5	<ul style="list-style-type: none"> Impliquer davantage les écoles (visite du SDIS, promenades en forêt et travaux de débroussaillage...) Organiser des ateliers GardAuFeu dans les villages ou les écoles 	<p><u>La Grand Combe</u>, Le Chambon, Les Plantiers, Saint-Bresson</p> <p><u>Saint-Bresson</u></p>
« Il y a un flou juridique sur les responsabilités de chacun en termes de DFCI ainsi que sur l'utilisation que l'on peut avoir des pistes DFCI »	3	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la poly-utilisation des pistes et faire participer l'ensemble des usagers à leur entretien (chasseurs, randonneurs) Insérer la gestion DFCI dans la politique globale des communes, notamment dans les PLU 	<p><u>SIVOM Vallée borgne</u>, Les Plantiers, Le Chambon</p> <p><u>Saint-Bresson</u>, Bessèges, Salles du gardon, Robiac Rochessadoule, Branoux les taillades</p>
« La topologie du terrain n'est pas adaptée aux normes en vigueur »	3	<ul style="list-style-type: none"> Créer une nouvelle catégorie de pistes DFCI avec des normes adaptées à la topologie des Cévennes 	<p><u>SIVOM Vallée borgne</u>, Les Plantiers, Chamborigaud</p>

Remarque : Il est intéressant de noter que les solutions présentées dans ce tableau font référence à des échelles de temps différentes pour leur mise en œuvre. Certaines, comme l'information des propriétaires privés sur les CESU, peuvent être applicables rapidement ; alors que d'autres, comme la création de nouvelles normes, sont à planifier à long terme. Ce tableau présente donc un pêle-mêle des idées apportées par les interviewés, il pourrait servir de base à un travail de priorisation et de planification.

4. Connaissez-vous des exemples de personnes ayant réussi à mettre en place des projets de développement territorial ayant un impact fort sur la DFCI (élevage, maraichage, coupe de bois, camping...)?

Projet	Villes concernées	Personnes contacts (le nom des personnes proposées pour témoigner dans le guide à produire – cf. objectifs - est souligné)
Maraichage	Peyremale	<p>Pour des raisons de confidentialité, toutes les références nominatives et les coordonnées personnelles ont été retirées de la version diffusable du rapport.</p> <p>En cas d'intérêt, ces informations devront être demandées directement au Conseil Général du Gard.</p>
	Génolhac	
	Bonnevaux	
	Chamborigaud	
	Robiac Rochessadoule	
	Salles du gardon	
	Saint-Laurent-Le-Minier	
Le Vigan		
Exploitation des châtaigniers	Chamborigaud, village de Perry	
	Les Plantiers	
Elevage Ovin	Peyremale	
	Ponteil et Bressis	
	Bonnevaux	
	St Julien les rosiers	
	Laval-Pradel, village de Cendras	
	Les Plantiers	
Saint-Bresson		

Elevage Caprin	Lamelouze Le Chambon Les Plantiers Le Vigan
Exploitation d'olivette	Projets en discussion à Saint-Bresson, Aunelas, Corconne Le Vigan
Bois-Buche	/
Bois-Plaquette	Saint-Laurent-Le-Minier
Bois-Granulés	/
Zone de Loisirs	Le Chambon

Autres contacts conseillés : le PN des Cévennes

Le tableau de la page suivante reprend les commentaires qui ont été dégagés des entretiens suite à cette question, sur les freins et les solutions envisageables à l'amélioration du développement de projets territoriaux DFCI.

Tableau de synthèse 2: Freins et solutions liés au développement de projets territoriaux DFCI

Les freins au développement de projets type élevage, maraichage, coupe de bois, camping...	Occurrence	Les solutions envisagées	Contacts évoquant cette solution (l'interlocuteur principal est souligné)
Des contraintes liées à la maîtrise du foncier : <ul style="list-style-type: none"> Le manque de terrains mis à disposition Le morcellement des terrains 	7 2	<ul style="list-style-type: none"> Politique communale d'achat ou de remembrement Création d'un syndicat de propriétaires Création de baux agricoles gagnant-gagnant Sensibilisation auprès des propriétaires 	<u>Bonnevaux</u> , Le Chambon, Saint-Bresson Saint-Bresson, Notre-Dame-de-la-Rouvière <u>Le Vigan</u> <u>Saint-Bresson</u>
Le manque de volontaires	7	<ul style="list-style-type: none"> « Les collectivités devraient avoir un rôle moteur, sans véhiculer une image idéalisée du métier d'agriculteur ou d'éleveur » « Les communes devraient louer leurs terrains agricoles plutôt que de les vendre pour éviter tout changement d'utilisation du sol » 	Le Chambon Les Plantiers
Des contraintes de logistique : <ul style="list-style-type: none"> Le besoin d'eau Une topologie du terrain non adaptée Le besoin de bâtiments adaptés Le coût de remise en état des terrains 	6 5 2 2	<ul style="list-style-type: none"> « Favoriser le bio qui peut être rentable économiquement sur des surfaces plus petites, donc convenant mieux à la topologie abrupte » Création de retenues collinaires 	<u>Le Vigan</u> , Les Plantiers <u>Bonnevaux</u>
Le manque d'appropriation de ces projets par les administrés	3	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des ateliers GardAuFeu dans les villages ou les écoles 	<u>Saint-Bresson</u> , Les Plantiers, Le Chambon
Le manque de rentabilité de ces projets	3	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la poly-activité ; difficulté : « ce n'est plus dans les mœurs ». « Que la commune garantisse un salaire minimum aux acteurs de ces projets » 	Bonnevaux, Génolhac, Salles du Gardon Génolhac
« Le manque d'appui des services de l'état : manque d'intérêt et lourdeur administrative »	3	<ul style="list-style-type: none"> « Un appui plus visible et plus disponible pour le montage des dossiers de subvention » « Comment contourner la difficulté de devoir avancer la totalité des frais avant de toucher la subvention en dédommagement ? » 	<u>SIVOM Vallée borgne</u> Vernarede, Chamborigaud
« Les projets de coupe de bois 'saccagent' le territoire (destruction des murets de pierres...): il vaut mieux ne rien faire ! »	1		

CONCERNANT LA PERCEPTION DU CONSEIL GENERAL DU GARD PAR LES PARTICIPANTS

5. Le CG30 est-il un partenaire important (et clairement identifié) pour la DFCI ?	Occurrence
Oui	17
→ Pour les rôles suivants :	
▪ Financier de projets DFCI	5
▪ Aide à l'entretien des pistes DFCI	4
▪ Aide au montage de tous travaux touchant à la DFCI	2
▪ Surveillance du réseau DFCI	1
▪ « Fédérer la réflexion collective » autour de la DFCI	1
Non	4
→ Pour les raisons suivantes :	
▪ Il y a eu un changement récent de référent	2
▪ « Service peu visible pour la population »	1
Ne sais pas	2

6. Avez-vous déjà travaillé avec le CG30 sur des projets relatifs à la DFCI ?	Occurrence
Oui	11
Non, pas directement (par l'intermédiaire de la communauté de communes, du SIVOM...)	11
Uniquement pour de l'information	1
Sans réponse	1

CONCERNANT LE FORMAT DE L'ATELIER

7. Notamment, avez-vous eu connaissance du projet « GardAuFeu » ? Y avez-vous participé ? Si oui, à quelle phase ? Voir annexe 2 : la liste des ateliers et des participants du projet GardAuFeu.

8. Aviez-vous compris la teneur des ateliers avant d'y assister ? (Ou étiez-vous plutôt surpris(e) par le format de l'atelier ?)	Occurrence
Non, la personne n'avait pas bien compris la teneur et le format de l'atelier proposé	15
→ Eléments de réponse supplémentaires :	
▪ Toutefois cela a été une surprise agréable	6
▪ La personne est restée perplexe sur le format de l'atelier même après celui-ci	1
▪ La personne a été déçue car elle aurait voulu s'y préparer	1
▪ La personne a été déçue car ce format n'a pas répondu à ses attentes	1
Oui, la personne avait bien compris la teneur et le format de l'atelier proposé	8
→ Eléments de réponse supplémentaires :	
▪ Toutefois le résultat de l'atelier a été décevant (« on brasse du vent »)	2
▪ La personne avait notamment participé au projet NimetPasLeFeu	1
La personne n'avait pas lu l'invitation	1

9. Que pensez-vous du fait que le CG30 ait réuni pour préparer ces ateliers de sensibilisation à la DFCI: des élus du secteur, la DDTM, l'ONF, le CRPF, le SDIS, la chambre d'agriculture, les chasseurs, le PNC ?	Occurrence
La rencontre est intéressante	24
▪ « Ces occasions de rencontre sont rares bien qu'elles soient indispensables ! »	13
La rencontre n'est pas intéressante : « cela bloque la libre expression »	1

10. Que pensez-vous du fait de réunir différents élus au sein d'ateliers communs ?	Occurrence
La rencontre est intéressante	22
→ Eléments de réponse supplémentaires :	
▪ « Il était intéressant d'inviter des élus de structures intercommunales différentes »	6
▪ « La rencontre est source de motivation par jeu de compétition »	1
▪ « La rencontre est la plus-value innovante de cet atelier ! »	1
▪ « La rencontre favorise un dialogue de qualité »	1
Avis mitigé : « la rencontre ne peut pas remplacer une gestion au cas par cas »	2
Avis mitigé : « la rencontre ne peut pas remplacer un portage juridique fort »	1
La rencontre n'est pas intéressante : « cela bloque la libre expression »	1

CONCERNANT LE CONTENU DE L'ATELIER

11 - 15. Si vous avez pu participer au projet, pourriez-vous situer sur une échelle de 1 à 5 votre positionnement vis-à-vis des questions suivantes, et le justifier en quelques mots. Les réponses des participants sont présentées sous forme de graphique, figure 1.

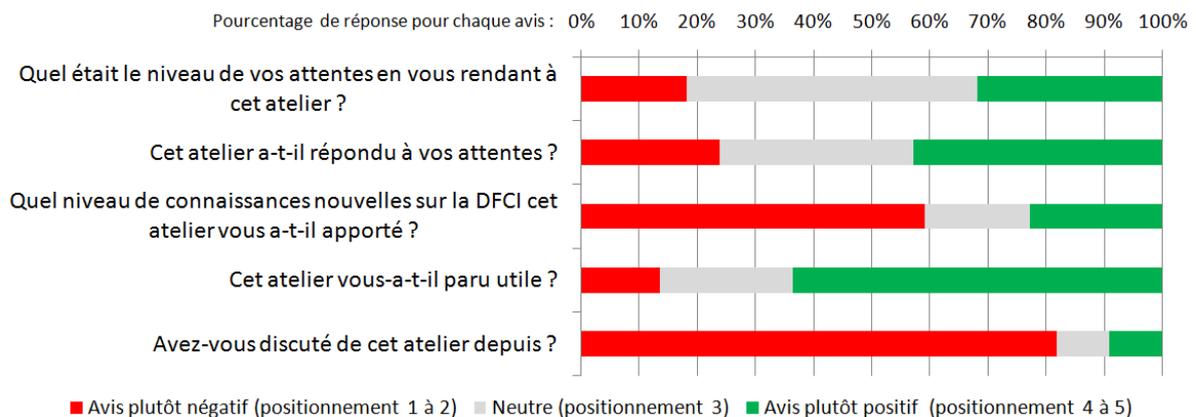


Figure 1: Positionnement des participants en réponse aux questions 11 à 15.

Remarque :

- Les attentes des participants à l'annonce de l'atelier sont mitigées. Parmi ceux exprimant une attente forte au départ, 6 évoquent « une recherche d'informations techniques et administratives pour améliorer leur pratique » ; 4 évoquent « une recherche d'échanges de qualité leur permettant de mutualiser diverses expériences et de construire un collectif actif » ; 2 évoquent « une recherche de sensibilisation globale à la DFCI ».

Ce résultat est à rapprocher de celui de la question 2 : où une grande majorité des participants déclare considérer la gestion de la DFCI comme une priorité ; et à celui de la question 6 : où une majorité des participants déclare n'avoir pas compris la teneur de l'atelier avant d'y avoir participé.

- Malgré des attentes souvent peu précises, la majorité des participants sont satisfaits de l'expérience et l'ont trouvée utile.

- La grande majorité des participants déclarent ne pas avoir appris beaucoup de connaissances nouvelles sur la DFCL, et presque tous ont mentionnés la qualité des échanges qu'il a permis comme « la plus-value principale de l'atelier ».
- Très peu de personnes déclarent avoir rediscuté de l'atelier depuis qu'il a eu lieu. Toutefois, toutes les personnes interrogées sauf une se souvenaient très bien de ce projet même si celui-ci avait eu lieu il ya 1 ou 2 ans.

16. Quels sont les points de contenu de l'atelier qui nécessiteraient d'être approfondis ?	Occurrence
La gestion financière	4
La mise en œuvre d'actions concrètes	3
Mettre en place un suivi de ces discussions	2
La question de la classification/ dé-classification des pistes DFCL et de leur entretien	2
La réglementation	2
Le rôle et la responsabilité de chacun des acteurs	2
Le lien avec la politique globale de la commune, notamment le PLU	1
Le relais de cette sensibilisation vers les citoyens	1
Rien	4
Ne sais pas	6

17. Pourquoi n'avez-vous pas participé à l'atelier ? (pour les personnes n'ayant pas participées aux ateliers)	Occurrence
« Par manque sincère de temps »	2
Car l'atelier proposé est inutile : « on brasse du vent »	1

18. Quelles sont vos attentes en termes de DFCL ? (pour les personnes n'ayant pas participées aux ateliers)	Occurrence
La personne est favorable « à la construction d'une politique engagée de grands travaux de l'état »	1
La personne souhaite discuter « concrètement de la création de normes adaptées au territoire »	1
La personne n'a pas d'attentes particulières	1

19. Dans un projet de sensibilisation, quelles informations ou partenariats vous semblerait-il pertinent de développer ? (pour les personnes n'ayant pas participées aux ateliers)	Occurrence
« La recherche de solutions financières plutôt qu'un apport de sensibilisation théorique »	1
« Un apport d'informations, mais la plupart des gens sont déjà informés »	1
« Aider les élus à eux-mêmes sensibiliser leurs concitoyens »	1

CONCERNANT LA POURSUITE DU PROJET

20. Aimeriez-vous continuer ce travail ? Si oui, de quelle façon ?	Occurrence
Oui → de la façon suivante :	13
<ul style="list-style-type: none"> ▪ En orientant l'atelier vers des actions concrètes, pertinentes et raisonnables financièrement « Il en est de la compétence du département que cela débouche sur du concret : il faudrait un signe fort du département pour motiver les collectivités ! » ▪ En impliquant la population dans cet exercice de sensibilisation, notamment les écoles ▪ « En invitant un peu plus de participants sans basculer dans le format grande messe » ▪ En régularisant ce type de réunion afin de suivre l'évolution des projets (l'un des participants à proposé de créer une mailing liste des personnes ayant participées à ces ateliers) ▪ En faisant précéder l'atelier d'une sortie sur le terrain ▪ En allant plus loin dans le jeu en intégrant un scénario avec de nouvelles normes, la taille des camions... 	 4 3 3 3 1 1
Non → Eléments de réponse supplémentaires :	6
<ul style="list-style-type: none"> ▪ « Dans un objectif de sensibilisation, 1 atelier est suffisant : Il faut maintenant traiter de front la question de la gestion financière » ▪ « Si cela reste de la sensibilisation, l'information peut aussi bien être transmise par courrier à la mairie » 	5 1
Sans réponse	7

21. Avez-vous d'autres remarques ? Aucune autres remarques notables n'ont été faites.

DISCUSSION

ANALYSE DES RESULTATS D'ENQUETES

Notre discussion reprend successivement les trois volets des objectifs de cette évaluation.

- Volet 1 : Evaluation de la perception du projet par les élus et de leur environnement de travail

Concernant l'environnement de travail des élus, deux remarques peuvent être faites :

- D'une part, il est a noté que 22 interviewés sur 26 classent la thématique du risque incendie comme importante voire prioritaire pour la politique de leur commune (cf. question 2) ; et qu'au vu des difficultés de terrain à faire appliquer les normes DFCI, le travail d'accompagnement engagé par le Conseil Général du Gard sur ce sujet répond à un réel besoin.

- D'autre part, peu d'interviewés déclarent avoir appris des connaissances nouvelles sur la DFCI au travers des ateliers proposés ; mais la majorité a trouvé ces ateliers très utiles pour le « remue-méninges » collectifs qu'ils créent (cf. questions 13 et 14).

Ainsi, il semble que la première étape de sensibilisation correspondant à une phase de mobilisation et d'information des élus autour du risque incendie soit dépassée ; mais qu'une forte demande existe d'entrer dans une démarche de projets pour avancer sur les problèmes rencontrés (cf. la diversité et le nombre de solutions proposés tableaux 1 & 2).

Bien que les échanges buttent souvent sur la question du manque de financement, il semble que la plupart des interviewés aient conscience qu'il s'agit d'un obstacle qu'il sera nécessaire de contourner. Plusieurs d'entre eux ont notamment identifié d'autres difficultés pour lesquelles des leviers d'actions seront plus facile à trouver : par exemple « la lourdeur administrative et réglementaire » ainsi que « le manque de propositions concrètes d'actions » (cf. question 1 et freins des tableaux 1 et 2).

La plupart des interviewés semble également conscient que le Conseil Général du Gard ne pourra résoudre seul ces difficultés. Il ressort alors de ces entretiens que c'est par la création de passerelles de travail entre les acteurs et les diverses échelles - technique, administrative et juridique – que des solutions satisfaisantes pourront être trouvées (cf. questions 9, 10, 20).

D'autre part, si le Conseil Général du Gard est clairement identifié comme un partenaire pour la gestion de la DFCI (17 réponses en ce sens sur 23) ; son rôle reste flou : d'une implication uniquement à l'entretien des pistes DFCI (5 réponses), à une source de financement pour tous projets DFCI (4 réponses), ainsi qu'un appui au montage de dossiers (2 réponses), une surveillance du réseau de pistes (1 réponse) et un rôle de « fédérateur de la réflexion collective » autour de l'amélioration de la gestion DFCI locale (1 réponse). **Ce rôle, attendu, de « fédérateur de la réflexion collective » apparaît donc peu mis en valeur dans les compétences du Conseil Général du Gard ; bien qu'il ressort comme « la plus-value innovante » du projet GardAuFeu.**

- Volet 2 : Recueil de données pour la suite du projet. Cette évaluation avait pour but de recenser les projets de développement territorial existant sur le secteur qui soient en lien avec la DFCI (élevage, maraichage, coupe de bois, camping...). Ces données permettront de réaliser un guide illustrant la façon dont les projets évoqués dans le jeu ont pu être mis en œuvre par des élus de la région. Ce guide sera distribué aux participants du projet GardAuFeu en réponse à leur demande d'informations sur la mise en application de ces projets.

Evoquer dans le cadre de la gestion de la DFCI, le développement de projets territoriaux (type élevage, maraichage, coupe de bois, ou camping) semble pertinent à la majorité des personnes interviewés. 15 des communes sur les 22 enquêtées ont par ailleurs déjà développées ce type d'activités sur leur territoire.

Les interviews effectuées nous ont permis d'identifier les personnes à enquêter pour la réalisation du guide, à créer, d'aide à la mise en application de ces projets (cf. question 4). Pour des raisons de confidentialité, toutes les références nominatives et les coordonnées personnelles ont été retirées de la version diffusable du rapport. En cas d'intérêt, ces informations devront être demandées directement au Conseil Général du Gard.

- Volet 3 : Recueil des souhaits des élus pour la suite du projet.

Dans son ensemble, **le projet semble avoir été marquant** puisque sur les 26 élus interviewés tous à l'exception d'un se sont rappelés clairement de cette expérience, même si elle avait eu lieu pour certain il y a plus de 2 ans. Ensuite, **le projet semble avoir été intéressant** au vu de la richesse des tableaux de synthèse 1 et 2 reprenant la contribution des interviewés à l'analyse des freins et des solutions envisageables pour améliorer la gestion DFCI actuelle (cf. tableaux correspondant). Finalement, **le projet semble avoir été utile** puisque 13 des personnes interviewés sur 26 déclarent qu'elles seraient intéressées à poursuivre le travail engagé (cf. question 20). **Le sentiment général qui se dégage de ces interviews est donc très positif, et les nombreuses propositions des élus de suites à donner au projet ont été recueillies dans les trois tableaux pages 10, 13 et 17.**

CONCLUSION

Le projet GardAuFeu, de par son ampleur géographique et temporelle, les Cévennes gardoises, pendant 2 ans et demi, son objectif, la sensibilisation des élus locaux au risque incendie, et sa méthodologie, la modélisation d'accompagnement, est, à notre connaissance, un projet unique en France, et probablement au-delà.

Faire « jouer » des maires pour discuter du risque incendie, voilà un défi intéressant !

Il a permis de rentrer en dialogue avec des maires qui étaient, jusqu'à présent, peu présents dans les discussions déjà engagées autour de la DFCL, la plupart du temps avec succès, mais pas toujours. Nous avons pu aussi identifier clairement des dynamiques très différentes de gestion et de prise en compte de la DFCL : allant de l'anticipation dynamique à la contrainte subie passivement, voire, mais très rarement, ignorée.

Pour autant, est-ce que ce projet a permis de « sensibiliser » les élus au risque incendie ? La réponse est ambiguë.

Car il apparaît clairement, que la plupart des élus sont déjà sensibilisés au problème –même s'ils n'y accordent pas tous la même importance en pratique–. Ce projet a-t-il servi faire remonter la DFCL dans la liste des contraintes prioritaires gérées par les élus locaux ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais il est peu probable que sur l'épineuse –et coûteuse– question de l'anticipation du risque, sur des territoires souvent assez pauvres en ressources (humaines et financières), et devant gérer des patrimoines forestiers conséquents et difficilement valorisables, une démarche de sensibilisation, aussi innovante soit-elle, suffise à « faire remonter la priorité » de la DFCL.

Est-ce pour autant un constat d'échec ? Au contraire, et c'est là tout le propos de notre évaluation, qui fait apparaître des opportunités stratégiques.

- **un outil absent de la gouvernance territoriale**

Les participants ont souvent apprécié l'arène de discussion qui leur a été proposée par le projet, pour discuter entre eux, mais aussi avec des agents d'institutions éloignées. Cet aspect est difficile à faire apparaître dans une évaluation, mais nous avons pu souvent assister à des échanges de point de vue, et d'expérience, de façon « démilitarisée » si nous pouvons dire, sur un sujet qui est parfois très conflictuel entre les services de l'Etat, le Conseil Général, et les élus locaux. C'est une vraie plus value de la méthode utilisée. La plupart des maires des Cévennes ont des problèmes semblables et n'y apportent pas tous les mêmes solutions, leur fournir un format de discussion leur permettant d'en discuter a été un résultat fort du projet.

- **Identification d'une stratégie « gagnante-gagnante »**

En outre, s'il est certain que la conséquence de ce projet ne sera pas une augmentation sensible du linéaire de pistes DFCL et de routes communales normalisées, il a permis d'identifier clairement une stratégie prometteuse pour une meilleure prise en compte de la DFCL.

Les élus locaux ont montré un grand intérêt pour une gestion de la DFCL « par projet ». C'est-à-dire, non pas en utilisant leurs budgets communaux pour normaliser pistes et routes communales, mais pour cofinancer des

projets raisonnables⁴ de redynamisation territoriale (installation d'élevages ovin et caprin, restauration d'oliveraies, création de filière bois-énergie) qui ont un impact sur la DFCI, et en particulier, sur la gestion des interfaces bâti/forêt.

Allant même au-delà de la simple identification formelle de cette stratégie, certains maires, et certaines communautés de communes, sont déjà impliqués dans de tels projets. Nous détaillerons quelques uns de ces projets dans le guide, à créer, d'aide à la mise en application des projets évoqués dans le jeu.

Ainsi, nous pouvons identifier une stratégie basée sur deux axes :

- Le support à l'organisation d'un réseau « pair à pair »⁵ (en l'occurrence, « maire à maire »), qui permettent aux maires d'échanger sur les problématiques communes qu'ils peuvent avoir (et en particulier, la gestion du morcellement du foncier), en utilisant des outils permettant un véritable échange⁶
- L'accompagnement dans le déploiement de projets territoriaux pour qu'ils intègrent la dimension DFCI

Bien sûr, ces deux axes ne sont pas « DFCI », mais il y a fort à parier que si tous les maires qui se sont déclarés intéressés par l'installation sur leur commune d'un élevage, ou autre, recevaient l'aide nécessaire⁷ pour rendre le projet possible, et compatible avec les contraintes DFCI, les conséquences en termes de DFCI seraient très positives.

En conséquence, une action concertée avec d'autres acteurs (filiales agricoles, SUAMME, chambre d'agriculture, pôle agriculture du CG30 et du CRLR, et élus locaux, bien sûr), visant à déployer ces stratégies, pourrait avoir des conséquences territoriales positives, y compris en matière de DFCI.

Le pôle DFCI aurait là une carte à jouer, compte tenu de sa position de proximité avec les acteurs de terrain, et de son pilotage du projet GardAuFeu.

- **Intégration à d'autres dynamique => Le PLU !**

Notre projet n'a que peu traité des questions d'urbanismes, qui ne sont peut être pas centrales pour les communes des Cévennes. Néanmoins, il est bon de rappeler que le Plan Local d'Urbanisme est un outil de planification territoriale qui permet de gérer en partie la DFCI. Le pôle Urbanisme du CG30, à travers le projet « Gard Durable », pilote une politique dynamique et innovante d'accompagnement des petites communes dans la rédaction de leur PLU, peut être qu'une synergie serait envisageable.

⁴ Hors éolien et solaire photovoltaïque, donc, dont le déploiement dans les Cévennes est, d'après les experts, assez aléatoire, compte tenu du contexte réglementaire actuel

⁵ Ce type de réseau pouvant être efficace en matière de transfert d'innovations

⁶ Un des résultats de GardAuFeu est indirectement la démonstration que l'outil utilisé pour animer une discussion a de grosses conséquences sur la qualité de la discussion...

⁷ Et cet aide n'est pas uniquement financière ; notre évaluation montrant qu'elle correspond également à une demande d'accompagnement administratif et technique

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES ATELIERS ET DES PARTICIPANTS DU PROJET GARDAUFEU

Organisation des ateliers et liste des participants sur le secteur d'Alès :

4 ateliers de construction collective du jeu

Présents le 15/06/09 à Génolhac :

Mr Henri GALINIER, maire de Génolhac
Mr Serge ROMESTANT, 2^{ème} adjoint mairie Le Chambon
Mr Gérard LEGROS, maire de Sénéchas
Mr Guy LAGANIER, conseiller général du canton de Génolhac
Mme Christiane DUMAS et Mme Carole GAZAIX, Conseil Général du Gard pôle DFCl
Mr Eric ADRIEN, Conseil Général du Gard pôle Europe
Mr Jean-Emmanuel ROUGIER et Mr Clément GENEY, Lisode
Mr Michel ETIENNE, INRA
Mr Denis BORIE, SDIS
Mme Véronique MAS, les Gites de France
Mr J-C COUDENE et Mr J-P TREILHOU, ONF
Mr Guy MARJOLLET, Chambre d'agriculture du Gard
Mr Vincent PLASSE, DDAF
Mme Sabrina CHAPTAL, DDE 30
Mr Pascal LARATTA, la Louveterie
Mr BRAQUET, DDT SAC d'Alès

Présents le 01/07/09 à Gagnières :

Mr Serge ROMESTANT, 2^{ème} adjoint mairie Le Chambon
Mr Gérard LEGROS, maire de Sénéchas
Mr Guy LAGANIER, conseiller général du canton de Génolhac
Mr Roland FANGILLE, adjoint maire de Gagnières
Mme Christiane DUMAS et Mme Carole GAZAIX, Conseil Général du Gard pôle DFCl
Mr Eric ADRIEN, Conseil Général du Gard pôle Europe
Mr Jean-Emmanuel ROUGIER et Mr Mathieu DIONNET, Lisode
Mr Michel ETIENNE, INRA
Mr Gille AUBERGE et Mr Patrick MIGOULE, SDIS
Mme Marie-Pierre MERMIER, les Gites de France
Mr J-C COUDENE et Mr Frederic SCHULLER, ONF
Mr Pascal LARATTA, la Louveterie
Mr Laurent CARBONEL, Pays des Cévennes

Présents le 09/07/09 à La Grand Combe :

Mr Henri GALINIER, maire de Génolhac
Mr Serge ROMESTANT, 2^{ème} adjoint mairie Le Chambon
Mr Guy LAGANIER, conseiller général du canton de Génolhac
Mr Guy PELLET, Conseiller municipal à La Grand Combe
Mme Christiane DUMAS et Mme Carole GAZAIX, Conseil Général du Gard pôle DFCl
Mr Eric ADRIEN, Conseil Général du Gard pôle Europe
Mr Clément GENEY et Mr Mathieu DIONNET, Lisode
Mr Michel ETIENNE, INRA
Mr Jean-Baptiste GRATECAP, Stagiaire INRA
Mr Denis BORIE et Mr Patrick MIGOULE, SDIS
Mme Marie-Pierre MERMIER, les Gites de France
Mr Frederic SCHULLER, ONF
Mr Georges ZINSSTAG, Chambre d'agriculture Languedoc Roussillon
Mr Vincent PLASSE, DDAF
Mr Pascal LARATTA, la Louveterie

Présents le 10/09/09 à Rousson :

Mr Serge ROMESTANT, 2^{ème} adjoint mairie Le Chambon
Mr Guy LAGANIER, conseiller général du canton de Génolhac
Mme Jany SANZ, Présidente de la communauté de commune « vivre en Cévennes »
Mme Christiane DUMAS et Mme Carole GAZAIX, Conseil Général du Gard pôle DFCI
Mr Eric ADRIEN, Conseil Général du Gard pôle Europe
Mr Jean-Emmanuel ROUGIER, Lisode
Mr Michel ETIENNE, INRA
Mr Denis BORIE, SDIS
Mme Marie-Pierre MERMIER, les Gites de France
Mme Emilie LABORDE, ONF
Mr Guy MARJOLLET, Chambre d'agriculture du Gard
Mr Vincent PLASSE et Mr Patrice BENOIT, DDAF
Mme Sabrina CHAPTAL, DDE 30
Mr Pascal LARATTA, la Louveterie
Mr Laurent CARBONEL, Pays des Cévennes

4 ateliers animés par Lisode

Présents le 09/11/09 à Les Mages :

Mme Jany SANZ, Présidente de la communauté de commune « vivre en Cévennes »
Mr Alain GIOUINAZZO, adjoint mairie Les Mages
Mr Henri CHAMPETIER, adjoint mairie Les Mages
Mr Yves BALDIT, maire de Laval-Pradel, président du S.I.D.F.C.I. Du Rouvergue
Mr Yannick LOUCHE, maire de Cendras, président du S.I.V.U. entre Galeizon et Gardon
Mme Christiane DUMAS et Mme Carole GAZAIX, Conseil Général du Gard pôle DFCI
Mr Eric ADRIEN, Conseil Général du Gard pôle Europe
Mr Joël DADA, Conseil Général du Gard pôle Environnement
Mr Jean-Emmanuel ROUGIER et Mr Mathieu DIONNET, Lisode
Mr Michel ETIENNE, INRA
Mr Vincent PLASSE, DDAF

Présents le 10/11/09 à Bessèges :

Mr Marc BOSCHET, service urbanisme de la mairie de Bessèges, conseiller municipal à la mairie de Robiac Rochessadoule
Mr Bernard PORTALES, maire de Bessèges, conseiller général du canton de Bessèges
Mme Roseline BOUSSAC, maire Bonnevaux
Mr Henri GALINIER, maire de Génolhac
Mr Gérard POLGE, Président de la Communauté de communes des Hautes Cévennes
Mme Christiane DUMAS et Mme Carole GAZAIX, Conseil Général du Gard pôle DFCI
Mr Eric ADRIEN, Conseil Général du Gard pôle Europe
Mr Joël DADA, Conseil Général du Gard pôle Environnement
Mr Jean-Emmanuel ROUGIER et Mr Mathieu DIONNET, Lisode
Mr Vincent PLASSE, DDAF

Présents le 26/04/10 à Bessèges :

Mr Roger BACON, maire de Ponteil et Bressis
Mr Etienne BENOIT, conseiller municipal à la mairie de Portes
Mr Bernard NICOLAS, maire de Bordezac
Mr Raymond REBOUL, adjoint à la mairie de St Florent sur Auzonnet
Mme Christiane DUMAS, Mme Carole GAZAIX et Mme Marlène MARCO, Conseil Général du Gard pôle DFCI
Mr Eric ADRIEN, Conseil Général du Gard pôle Europe
Le Conseil Général du Gard, pôle des Systèmes d'Information
Mr Jean-Emmanuel ROUGIER et Mr Mathieu DIONNET, Lisode
Mr J-Louis CROS, DDTM 30

Présents le 27/04/10 à la Grand Combe:

Mr Marc BOSCHET, service urbanisme de la mairie de Bessèges, conseiller municipal à la mairie de Robiac Rochessadoule
Mr Jacques LADET, conseiller municipal de la mairie de Robiac Rochessadoule
Mr Jean-Louis VIDAL, adjoint à Chamborigaud, président du SIDEFOCIM
Mr Alain REY, maire de Branoux les taillades
Mme Christiane DUMAS, Mme Carole GAZAIX et Mme Marlène MARCO, Conseil Général du Gard pôle DFCI
Mr Eric ADRIEN, Conseil Général du Gard pôle Europe
Mr Mathieu DIONNET, Lisode
Mr Vincent PLASSE, DDTM

2 ateliers animés par le Conseil Général du Gard

Présents le 19/10/10 à Rousson :

Mr Michel COUDEVILLE, conseil municipal à la mairie du Martinet
Mr Jacques MARC, adjoint à Gagnières (invité non présent)
Mr Marc NEGRE, adjoint à la maire des Salles du gardon (invité non présent)
Mr Jean-Claude BERTRAND, maire de Rousson (invité non présent)
Mme Christiane DUMAS, Mme Carole GAZAIX et Mme Marlène MARCO, Conseil Général du Gard pôle DFCI
Mr Eric ADRIEN, Conseil Général du Gard pôle Europe
Mr Vincent PLASSE, DDTM
Mr Serge PEYRE, Conseil Général des Pyrénées Orientales

Présents le 14/02/11 à Sénéchas :

Mr Jean-Pierre POULY, maire de Peyremale
Mr Jean-Pierre CHIFFE, adjoint à la mairie Le Chambon
Mr Gérard LEGROS, maire de Sénéchas
Mme Monique MANIFACIER, adjointe à la mairie de Sénéchas
Mr Raymond PAMBOUTZOGLOU, maire de Vernarede
Mr Eric SALLES, conseiller municipal à la mairie de Vernarede
Mr René PRADEN, maire de Concoules, président du S.I.V.O.M. des Hautes Cévennes
Mme Christiane DUMAS, Mme Carole GAZAIX et Mme Marlène MARCO, Conseil Général du Gard pôle DFCI
Mme Aurone COMTE, Stagiaire Conseil général
Mr Eric ADRIEN, Conseil Général du Gard pôle Europe
Mr Vincent PLASSE, DDTM

Organisation des ateliers et liste des participants sur le secteur Le Vigan :

3 ateliers de modification collective du jeu

Présents le 19/04/11 à Les Plantiers :

Mr William TOULOUSE, conseiller général de Sumène, conseiller municipal de Sumène, et président du SIVOM du canton
Mr Francis MAURIN, maire de Les Plantiers et conseiller général du canton de Saint André de Valborgne
Mme Christiane DUMAS, Mme Carole GAZAIX et Mme Marlène MARCO, Conseil Général du Gard pôle DFCI
Mr Jean-Emmanuel ROUGIER et Mme Elsa LETEURTRE, Lisode
Mme Marlène NEGRON, DDTM

Présents le 02/05/11 à Sumène :

Mr William TOULOUSE, conseiller général de Sumène, conseiller municipal de Sumène, et président du SIVOM du canton
Mr Ghislain PALLIER, maire de Sumène
Mr Patrick DARLOT, maire de Saint-Bresson
Mr André ROUANET, maire de Saint-Laurent-Le-Minier
Mme Christiane DUMAS, Mme Carole GAZAIX, Conseil Général du Gard pôle DFCI
Mr Jean-Emmanuel ROUGIER et Mme Elsa LETEURTRE, Lisode
Commandant COSTE, SDIS
Mr MORIN, DDTM

Présents le 09/06/11 à Le Vigan :

Mr Jean-Marie MISS, conseiller municipal à la mairie Le Vigan
Mr Jean-Charles BLUCHE, délégué sécurité à la mairie Le Vigan
Mr Patrick DARLOT, maire de Saint-Bresson
Mr Jean-Marie DUPUIS, adjoint à la mairie de Saint-Laurent-Le-Minier
Mme Christiane DUMAS, Mme Carole GAZAIX, Conseil Général du Gard pôle DFCI
Mr Eric ADRIEN, Conseil Général du Gard pôle Europe
Mr Jean-Emmanuel ROUGIER et Mme Elsa LETEURTRE, Lisode
Commandant COSTE, SDIS
Mr MORIN, DDTM
Mme BOYER, CRPF
Mr RICAU, PN des Cévennes, Conseiller municipal d'Aumessas

ANNEXE 2 : LISTE DES DOCUMENTS VALORISABLES RELATIFS AU PROJET GARDAUFEU

Documents relatifs au secteur d'Alès :

- POSTER : « Sensibilisation au risque incendie avec la modélisation d'accompagnement : Une expérience pilote dans les Cévennes, France » (Poster présenté lors de la réunion du comité de pilotage du projet au Baléares en février 2010, en français et espagnol)

Documents relatifs au secteur Le Vigan :

- COMPTE RENDU DES DEUX REUNIONS D'ADAPTATION DE L'OUTIL GardAuFeu AUX CEVENNES VIGANAISES
 - Présentation générale du projet (2 pages)
 - Compte rendu du 1er atelier : découverte de la démarche et de l'outil de sensibilisation (5 pages)
 - Compte rendu du 2ème atelier : adapter les supports du jeu au contexte viganais (9 pages)
- COMPTE RENDU DE LA REUNION DE TEST DE L'OUTIL GardAuFeu ADAPTE AUX CEVENNES VIGANAISES (5 pages)

Documents globaux :

- RAPPORT COMPLET D'ÉVALUATION DU PROJET GardAuFeu – secteurs Alès et Le Vigan (29 pages)
- GUIDE D'APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU JEU GardAuFeu – secteurs Alès et Le Vigan (34 pages)
- SITE INTERNET : « GardAuFeu, un projet de sensibilisation au risque incendie dans les Cévennes », page web dédiée au projet sur le site internet de l'association ComMod (1 page traduite en français et en anglais) (<http://cormas.cirad.fr/ComMod/fr/caseStudies/GardAuFeu/index.htm>)

ANNEXE 3 : DETAILS METHODOLOGIQUE DE LA CREATION DE L'OUTIL DE SENSIBILISATION TYPE JEU DE ROLES

Extrait du compte-rendu des deux réunions d'adaptation de l'outil GardAuFeu aux Cévennes vignaises:

Une méthodologie innovante :

Afin de discuter avec pertinence de la gestion du risque incendie, et de réfléchir aux freins et aux leviers d'actions sur lesquels agir pour la rendre plus efficace ; il est important que l'ensemble des acteurs concernés se mettent d'accord sur un état des lieux détaillé de la situation.

La méthodologie ARDI (méthode rattaché à la démarche de modélisation d'accompagnement), permet de construire collectivement cet état des lieux autour de 4 questions :

Construction d'un état des lieux :

1. Quels sont les acteurs clefs du système ?
2. Quelles sont les ressources clefs du système ? (végétation, infrastructures...)
3. Quelles sont les dynamiques clefs gouvernant l'évolution des ressources concernées ? (comment évolue la végétation dans la région ? comment se propagent les incendies ? ...)
4. Quelles sont les interactions clefs entre les acteurs du système ?

Cet état des lieux étant explicité, il est possible de réfléchir collectivement à divers scénarii de gestion qui soient : adaptés à la zone, qui intègrent et complètent les efforts de gestion déjà mis en place, et qui laissent une porte ouverte à l'innovation. La démarche de modélisation d'accompagnement permet d'organiser ces réflexions autour d'un jeu servant de support aux discussions. Le jeu est construit collectivement, sur la base de l'état des lieux créé et autour de trois questions supplémentaires :

Construction d'un jeu permettant de réfléchir à des scénarii d'actions:

5. Quels sont les paramètres géographiques intervenant dans le système ? (Création d'une carte de jeu)
6. Quelles sont les réglementations existantes gouvernant le système ? (Création des règles du jeu)
7. Quelles sont les projets qui pourraient être développés pour répondre à la problématique de la gestion du risque incendie ? (Création des projets intervenant dans le jeu)

Pour en savoir plus sur la démarche de modélisation d'accompagnement :

- un lien sur la méthodologie ARDI : <http://cormas.cirad.fr/pdf/guideARDI.pdf>
- le lien du site web de l'association des praticiens de cette démarche : <http://commod.org>

ANNEXE 4 : DETAILS DU DEROULEMENT D'UN ATELIER TYPE DE SENSIBILISATION

Les ateliers de sensibilisation ont été conçu pour réunir 7 à 9 participants : 3 à 4 maires, 1 président de communauté de communes, 1 représentant de la DDTM et 2 ou 3 agents du pôle DFCl du Conseil Général du Gard. L'atelier s'articule autour d'un jeu de rôles qui n'est autre que l'outil de sensibilisation créé lors de la première phase du projet (cf. annexe 2). Les rôles créés ont été adaptés à la typologie des participants que l'on souhaitait réunir. Le nombre de participants pouvant être invités aux ateliers reste toutefois flexible : des binômes de joueurs pouvant être formés. Cependant, nous conseillons fortement de limiter le nombre de participants au nombre initialement prévu de moins de 10 invités afin de préserver la qualité des échanges. Dans la mesure du possible, nous conseillons également de réunir des élus n'ayant pas l'occasion de se rencontrer par ailleurs : de communauté de communes différentes...

L'atelier se déroule en trois temps : un temps d'introduction, un temps de jeu et un temps de débriefing.

Le jeu occupe un temps d'1h30 environ. Le temps d'introduction est réduit à 30 minutes afin de laisser 1h de débriefing à la fin du jeu. Lors du débriefing les participants reviennent sur les événements du jeu et les discute. Ce temps est essentiel puisqu'il permet de faire le pont entre le jeu et la réalité. C'est à ce moment que les échanges suscités par le jeu peuvent se traduire en projets concrets.

A titre d'illustration, les différentes séquences d'une partie de jeu sont présentées dans le schéma de la suivante.

Déroulement d'une partie du jeu de rôles GardAuFeu (les illustrations sont tirées de la version de jeu du Vigan):



1) Présentation du jeu. La salle est divisée en 6 pôles correspondant à chacun des rôles: 4 bureaux de mairie, 1 bureau de l'intercommunalité et 1 bureau du conseil général/DDTM. La carte du territoire est projetée sur le mur, visible de tous.



2) Dans un premier temps, les participants se répartissent entre ces différents bureaux, et s'approprient leur rôle, les fiches et le matériel du jeu.



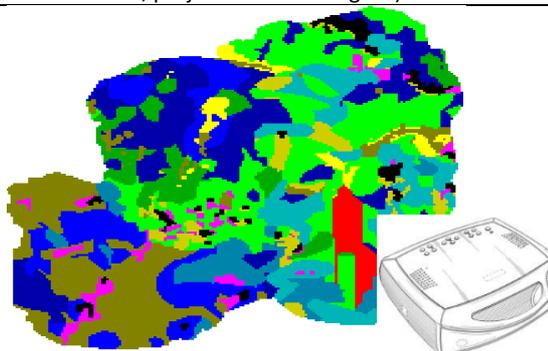
3) Lors d'un tour de jeu, chaque participant se voit allouer un budget. En fonction, il peut décider les routes et/ou interfaces des villages qu'il souhaite faire débroussailler et entretenir sur son territoire. Ces décisions sont enregistrées par ordinateur.



4) Dans un second temps, les participants sont conviés à se retrouver au bureau de l'intercommunalité où différents projets de développement en lien avec la DFCI leur sont présentés (installation de maraichage, élevage, zone de loisirs, projets de bois énergie...).



5) Les participants disposent de nouveaux financements, collectifs et privés, qui peuvent être mobilisés pour la mise en œuvre d'un de ces projets. Une concertation s'engage sur les différentes opportunités existantes. La décision en résultant est enregistrée par ordinateur.



6) En tenant compte des décisions enregistrées, l'ordinateur fait évoluer la carte projetée du territoire sur 3 ans, au cours desquels un incendie peut se produire. L'animateur explique les changements. Un nouveau tour peut commencer, où chacun retourne à son bureau...

ANNEXE 5 : QUESTIONNAIRE D'ÉVALUATION DU PROJET GARDAUFEU

A destination de l'ensemble des élus ayant participé au projet

Méthodologie : enquêtes par téléphone

CONCERNANT LE CONTEXTE DE TRAVAIL DE L'INTERVIEWÉ :

1. Descriptif de l'interviewé: qui est-il ? Que fait-il ? A quel titre répond-il ? Quels sont les grandes difficultés de l'exercice de son métier ?

CONCERNANT LA GESTION DE LA DFCI :

2. La DFCI est elle une préoccupation importante pour la gestion de votre commune ?
3. Dans votre activité, que faites-vous concrètement qui soit en lien direct avec la DFCI ou qui ait un impact fort sur la DFCI (installation d'élevages, bois énergie, etc.) ?
4. Connaissez-vous des exemples de personnes ayant réussi à mettre en place des projets de développement territorial ayant un impact fort sur la DFCI ?

CONCERNANT LA PERCEPTION DU CONSEIL GENERAL DU GARD PAR LES PARTICIPANTS :

5. Le CG30 est il un partenaire important pour la DFCI ?
6. Avez-vous déjà travaillé avec le CG30 sur des projets relatifs à la DFCI ?

CONCERNANT LE FORMAT DE L'ATELIER :

7. Notamment, avez-vous eu connaissance du projet « GardAuFeu » ? Y avez-vous participé ? Si oui, à quelle phase ?
8. Aviez-vous compris la teneur des ateliers avant d'y assister ?
9. Que pensez-vous du fait que le CG30 ait réuni pour préparer ces ateliers de sensibilisation à la DFCI: des élus du secteur, la DDTM, l'ONF, le CRPF, le SDIS, la chambre d'agriculture, les chasseurs, le PNC ?
10. Que pensez-vous du fait de réunir différents élus au sein d'ateliers communs ?

CONCERNANT LE CONTENU DE L'ATELIER :

- Si vous avez pu participer au projet, pourriez-vous situer sur une échelle de 1 à 5 votre positionnement vis-à-vis des questions suivantes, et le justifier en quelques mots:

11. Quel était le niveau de vos attentes en vous rendant à cet atelier ? 1 étant 'faible' et 5 étant 'fort'
12. Cet atelier a-t-il répondu à vos attentes ? 1 étant 'pas du tout' et 5 étant 'tout à fait'
13. Quel niveau de connaissances nouvelles sur la DFCI cet atelier vous a-t-il apporté ? 1 étant 'je n'ai rien appris de nouveau' et 5 étant 'j'ai beaucoup appris'
14. Cet atelier vous-a-t-il paru utile ? 1 étant 'pas du tout' et 5 étant 'très utile'
15. Avez-vous discuté de cet atelier depuis ? 1 étant 'pas du tout' et 5 étant 'beaucoup'
16. Quels sont les points de contenu de l'atelier qui nécessiteraient d'être approfondie ?

- Si vous n'avez pas pu participer à l'une des phases de la co-construction du projet ou à l'un des ateliers suivants:

17. Pourquoi n'avez-vous pas participé à l'atelier ?
18. Quelles sont vos attentes en termes de DFCI ?
19. Dans un projet de sensibilisation, quelles informations ou partenariats vous semblerait-il pertinent de développer en ce sens ?

CONCERNANT LA POURSUITE DU PROJET :

20. Aimerez-vous continuer ce travail ? Si oui, de quelle façon ?
21. Avez-vous d'autres remarques ?